



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, VENDREDI, 30 JUIN 1899.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.  
2125

#### Proclamation

Canada  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec }  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

#### PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 30th JUNE, 1899.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.  
2126

#### Proclamation

Canada, } L. A. JETTÉ.  
Province of }  
Quebec. }  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING : ..

#### PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held, and constrained to appear ;

**SACHEZ MAINTENANT QUE**, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons oru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DIXIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1331

### Avis du Gouvernement

No 160.96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

#### AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Eriger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Fort Coulonge", comté de Pontiac, le territoire suivant, savoir: Les lots 3, 6, 7, 8 et partie du lot No 12, dans le rang A, du canton de Mansfield, comté de Pontiac.

½ lot No 1 et les lots 3, 4, 5, 8 et 10 du rang B, du même canton, les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et ½ lot No 11 ainsi que les lots 13 et 14 du rang I, du même canton.

Partie du lot No 1 du village.

Ainsi que les parties des lots 15 et 16 du rang I, du même canton, appartenant à des catholiques romains.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900. 2301.2

#### EXTRAITS DES REGLES ET RÉGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la

**NOW KNOW YE**, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the TENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1332

### Government Notices

No. 160.96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

#### NOTICE.

*Application to erect a new school municipality.*

To erect into a distinct school municipality for catholics only, by the name of "Fort Coulonge", county of Pontiac, the following territory, to wit: Lots 3, 6, 7, 8 and part of lot No. 12, in the range A, of the township of Mansfield, county of Pontiac.

½ lot No. 1 and lots 3, 4, 5, 8 and 10 of the range B, of the same township, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and ½ lot No. 11, as also lots 13 and 14 of range I, of the same township.

Part of lot No. 1 of the village.

Also the parts of lots 15 and 16 of range I, of the same township, belonging to roman catholics.

This erection to take effect only on the 1st of July, 1900. 2302

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other

division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la

than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district?

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the

somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE,

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécia sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2122

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en précisant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refusés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

Greffier de l'Assemblée Législative.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, and positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets;

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera : " La Compagnie de Pulpe de Jonquière."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'exploiter le bois de pulpe pour fabriquer et vendre la pulpe et le papier ; de bâtir des usines électriques et exercer l'industrie de l'électricité dans toutes ses branches ; de mettre un moulin à scie en opération pour exploiter les produits des forêts ; de faire le commerce en gros et en détail de marchandises en général, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, comté et district de Chicoutimi, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quarante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants (lesquels sont tous sujets de Sa Majesté, et résidents en Canada), sont : Jean Maltais, cultivateur ; Joseph Perron, ingénieur ; Louis Bergeron, cultivateur ; Louis Maltais, cultivateur ; Damase Gagné, marchand ; Edouard Simard, cultivateur ; Joseph Ouellette, cultivateur, tous de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, comté et district de Chicoutimi. Damase Gagné, Louis Maltais, Joseph Perron et Edouard Simard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

L. ALAIN,

Procureur des requérants.

Chicoutimi, 26 juin 1899.

2377

Avis est par le présent donné que, dans le délai d'un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, incorporant en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but et les conditions ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom d'incorporation de la compagnie sera : " La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville."

2° Le principal bureau d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Fraserville, P. Q.

3° L'objet de la compagnie est de construire, acquérir et exploiter dans la ville de Fraserville, un ou des systèmes d'aqueduc, d'égoûts, d'éclairage ou de tramways et autres travaux d'améliorations municipales, et de posséder, acquérir et vendre des propriétés mobilières et immobilières en rapport avec iceux.

4° Le capital action de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 parts de \$100 chacune.

5° Les noms, professions et résidences des requérants, lesquels sont tous sujets britanniques, sont comme suit : Thomas Crockett, gérant de chemin de fer, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importateur, Montréal ; Joseph Onésime Girard, commerçant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, avocat, Fraserville ; Edwin Allen Jones, avocat, Québec ; Polydore Langlais, notaire, Fraserville ; Charles de

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the Revised Statutes of the province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company will be : " La Compagnie de Pulpe de Jonquière "

2. The purposes for which its incorporation is sought are : to utilize wood pulp to fabricate and sell pulp and paper ; to build electric workshops and carry on the business of electricity in all its branches ; to put a saw mill in operation to utilize the products of the forests ; to carry on a wholesale and retail trade in merchandise and to do any thing connected with the objects of the company.

3. The said company's principal place of business will be in the parish of Saint Dominique de Jonquière, county and district of Chicoutimi, province of Quebec.

4. The proposed amount of its capital stock will be forty thousand dollars.

5. The number of shares will be four hundred, of one hundred dollars each.

6. The full names, residences and callings of the petitioners (who are all subjects of Her Majesty and reside in Canada), are : Jean Maltais, farmer ; Joseph Perron, engineer ; Louis Bergeron, farmer ; Louis Maltais, farmer ; Damase Gagné, trader ; Edouard Simard, farmer ; Joseph Ouellette, farmer, all of the parish of Saint Dominique de Jonquière, county and district of Chicoutimi. Damase Gagné, Louis Maltais, Joseph Perron and Edouard Simard, will be the first or provisional directors.

L. ALAIN,

Attorney for petitioners

Chicoutimi, 26th June, 1899.

2378

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant-governor in council, for a charter incorporating under the provisions of joint stock companies' incorporation act, the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate, under the name and conditions and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : " La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville "

2. The chief place of business of the company shall be in the town of Fraserville, P. Q.

3. The object for which the incorporation is sought is to construct, acquire and operate in the town of Fraserville, one or more systems of water-works, lighting or tramways, and other municipal improvement works, and in connection therewith to possess, acquire and dispose of moveable or immovable property.

4. The capital stock of the company shall be of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

5. The names, occupations and domiciles of the applicants, who are all british subjects, are as follows : Thomas Crockett, railway manager, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importer, Montreal ; Joseph Onésime Girard, merchant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, advocate, Fraserville ; Edwin Allen Jones, advocate, Quebec ; Polydore Langlais, notary, Fraserville ; Charles de Bellefeuille Mc-

Bellefeuille McDonald, gentilhomme, Montréal; J. Eugène Frénette, éditeur, Fraserville; Louis H. Taché, avocat, Montréal.

6° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUST. J. CHAGNON,  
Procureur des requérants.  
Fraserville, 28 juin 1899. 2405

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie sera : "La-prairie Brick Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, acquérir et prendre de Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, les affaires maintenant conduites par lui sous le nom de "The Laprairie Pressed Brick Company," comprenant les immeubles, matériel, machines, clientèle, patentes, marques de commerce et tout l'actif quelconque en rapport avec les dites affaires ;

(b) De faire les affaires comme manufacturiers de briques, tuiles et tous autres articles faits avec l'argile ou schiste ;

(c) En faire le commerce, soit par achat, vente, loyer ou autrement, aucune espèce de matériel utile pour faire les dites affaires ; et de plus de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ; de construire toutes bâtisses pour les affaires de la compagnie, et résidences pour les employés ou autres en rapport avec icelles, magasins et autres bâtisses dans le but de faire les affaires de marchands en général, et d'acheter et vendre tous tels immeubles ;

(d) Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente en rapport aux susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite compagnie, et en disposer.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long de chacun des requérants sont comme suit : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, entrepreneur ; Paul Galibert, gentilhomme ; James Westley Tester, marchand ; Avila Chretien Zuagg, médecin ; Narcisse Théophile Gagnon, marchand ; et Frederick Westbrooke, comptable, tous des cité et district de Montréal ; et Thomas Anderson Trenholme, gentilhomme, de Montréal-Ouest, dans le dit district. Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert et Frederick Westbrooke seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD  
ET LEMIEUX,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 17 juin 1899. 2337-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

Donald, gentleman, Montreal; Joseph Eugène Frenette, publisher, Fraserville; Louis H. Taché, advocate, Montreal.

6. The said applicants shall be the first or provisional directors of the said company.

GUST. J. CHAGNON,  
Attorney for applicants.  
Fraserville, 28th June, 1899. 2406

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be : "Laprairie Brick Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To purchase, acquire and take over from Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, the business now being carried on by him under the name of "The Laprairie Pressed Brick Company", including real estate, plant, machinery, good will, patents, trade marks, and all assets whatsoever in connection with said business ;

(b) To carry on business as manufacturers of bricks, tiles and all other articles made from clay or shale ;

(c) To deal in, either by way of purchase, sale, lease or otherwise, any species of material useful for carrying on the said business ; and further to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ; to construct all buildings appertaining to the company's business, and residences for employees, or others connected therewith, and stores and other buildings for the purpose of carrying on the general business of merchants, and to buy and sell all such real estate ;

(d) To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell, and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the said business of the said company.

3. The chief place of business of the said company is to be at Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00).

5. The number of shares is to be fifteen hundred (1500), par value one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full of each of the applicants are as follows : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, contractor ; Paul Galibert, gentleman ; James Westley Tester, merchant ; Avila Chretien Zuagg, physician ; Narcisse Théophile Gagnon, merchant ; and Frederick Westbrooke, accountant, all of the city and district of Montreal ; and Thomas Anderson Trenholme, gentleman, of Montreal West, in said district ; of whom Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert and Frederick Westbrooke are to be the first or provisional directors of said company, and who are all residing in Canada, and subjects Her Majesty.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD  
AND LEMIEUX  
Solliciteurs for applicants.  
Montreal, 17th June, 1899. 2338

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera :  
"The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire l'exploitation du lait, de le stériliser, le pasteuriser, le condenser et l'humaniser ;

(b) D'acheter, louer ou autrement, acquérir tous biens-meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite exploitation.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le dit fonds social sera divisé en mille actions de dix piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants, sont comme suit : l'honorable François Gilbert Minville Dechène, avocat, de la cité de Québec ; l'honorable Adélarde Turgeon, avocat, de la ville de Lévis ; John Duncan Duchène, médecin-vétérinaire, de la cité de Québec ; Alfred Robitaille, manufacturier, de la cité de Québec ; William Venner, rentier, de la cité de Québec ; Alphonse Bénoni Dupuis, marchand, de la cité de Québec ; Alphonse Amédée Dechène, marchand, de la cité de Québec, tous sont sujets de Sa Majesté.

7° Les personnes ci-haut nommées, seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

AUGUSTE EDGE,  
Procureur des requérants.

Québec, 22 juin 1899.

2345.2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(A) De construire dans la province de Québec, et particulièrement dans la ville de Salaberry de Valleyfield, un patinoir et rond avec auditoire pour le jeu de hockey, pour des joutes de hockey, mascarades et autres jeux d'hiver semblables, d'y tenir des concerts, d'y donner des représentations dramatiques et musicales, construire des baignoires, procurer des jeux et exercices et récréations hygiéniques et instructives, tenir des expositions, conventions, exhibitions, bazars ou tous autres amusements semblables.

(B) De construire, établir, acheter, acquérir, vendre, louer ou entretenir tous terrains et toutes bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les dits objets ; emprunter sur bons ou autrement, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des dits immeubles et en acquérir d'autres en remplacement.

(C) De louer les dites bâtisses ou aucune d'elle à une ou plusieurs personnes ou compagnies.

(D) Exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la compagnie seront dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$10,000, divisé en quatre cents actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les requérants sont : George M. Loy, gérant de manufacture ; Narcisse Langevin, marchand ; David Frank Smith, comptable ; Joseph Adélarde Trottier, bijoutier, et Charles T. Verner, imprimeur, demeurant tous en la ville de Salaberry de Valley-

1. The proposed corporate name of the company will be "The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2. The objects for which its incorporation is sought are :

(a) To deal in milk, sterilize it, pasteurize, condense and humanize it ;

(b) To buy, hire or otherwise acquire all movables and real estate necessary for the proper working of the said business.

3. The said company's chief place of business will be in the city of Québec, in the province of Québec.

4. The amount of the said company's capital stock will be ten thousand dollars (\$10,000).

5. The said stock will be divided into one thousand shares of ten dollars each.

6. The names of the petitioners are as follows : the Honorable François Gilbert Minville Dechène, advocate, of the city of Québec ; the Honorable Adélarde Turgeon, advocate, of the town of Lévis ; John Duncan Duchène, veterinary surgeon, of the city of Québec ; Alfred Robitaille, manufacturer, of the city of Québec ; William Venner, rentier, of the city of Québec ; Alphonse Benoni Dupuis, merchant, of the city of Québec ; Alphonse Amédée Dechène, merchant, of the city of Québec, all subjects of Her Majesty.

7. The persons above named will be the provisional directors of the said company.

AUGUSTE EDGE,  
Attorney for petitioners.

Québec, 22nd June, 1899.

2346

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2. The purposes for which its incorporation is sought are :

(A) To erect in the province of Québec, and particularly in the town of Salaberry de Valleyfield, a skating rink with a hall for the game of hockey, hockey matches, mascarades and other such winter sports, to hold concerts there and to give musical and dramatic representations, to construct baths, to procure hygienic and instructive games and exercises, to hold exhibitions, meetings, bazars or other like amusements.

(B) To erect, establish, buy, purchase, sell, lease or otherwise hold all lands and all buildings that may be necessary for the said purposes ; to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the said immovables and to acquire others to replace them.

(C) To lease the said buildings or any of them to one or more persons or companies.

(D) To exercise all the powers given by the joint stock companies act and amendments.

3. The principal place of business and the head office of the said company will be in the town of Salaberry de Valleyfield.

4. The capital stock of the said company will be \$10,000, divided into four hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The petitioners are : George M. Loy, factory manager ; Narcisse Langevin, merchant ; David Frank Smith, accountant ; Joseph Adélarde Trottier, jeweller, and Charles T. Verner, printer, all residing in the town of Salaberry de Valleyfield, in the

field, dans le district de Beauharnois, lesquels seront les premiers directeurs de la compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

R. S. JORON,  
Procureur des requérants.  
Salaberry de Valleyfield, 3 juin 1899. 2147-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2382.

Dame Margaret Brown Scott, des cité et district de Montréal, épouse de Edward George Brooks, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Edward George Brooks, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

HUTCHINSON & OUGHTRED,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 23 juin 1899. 2379

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2425.

Dalhousie Crevier, électricien, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, Demandeur ;

vs.  
Dame Marie Louise St. Denis, épouse commune en biens du dit Dalhousie Crevier, du même lieu, Défenderesse.  
Le demandeur a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre la défenderesse.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats du demandeur.  
Montréal, 19 juin 1899. 2315-2

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 531.

Rose Anna Valade, épouse de Ferdinand Parent, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Ferdinand Parent, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. VICTOR LEONARD,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Jérôme, 1er juin 1899. 2211-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marguerite Perron, épouse commune en biens de Louis Bourdeau, rentier, du village de Laprairie, et dûment autorisée par un juge de la cour supérieure, Demanderesse ;

et  
Le dit Louis Bourdeau, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 14 juin 1899. 2231-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No. 3164.

Dame Sarah Leventhan, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Pierce, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Charles Pierce, de la dite cité de Montréal, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

S. W. JACOBS,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 2 juin 1899. 2197-4

district of Beauharnois, who will be the company's first directors, and who are all subjects of Her Majesty.

R. S. JORON,  
Attorney for petitioners.  
Salaberry de Valleyfield, 3rd June, 1899. 2148

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2382.

Dame Margaret Brown Scott, of the city and district of Montreal, wife of Edward George Brooks, of the same place, merchant, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
The said Edward George Brooks, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted, this day, by the said Plaintiff against the said defendant.

HUTCHINSON & OUGHTRED,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd June, 1899. 2380

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2425.

Dalhousie Crevier, electrician, of the town of Sainte-Anne de Bellevue, district of Montreal, Plaintiff ;

vs.  
Dame Marie Louise St. Denis, wife commune en biens of the said Dalhousie Crevier, of the same place, Defendant.  
The plaintiff has, this day, taken an action as to bed and board from the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 19th June, 1899.

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 531.

Rose Anna Valade, wife of Ferdinand Parent, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, Plaintiff ;

vs.  
The said Ferdinand Parent, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause.

J. VICTOR LEONARD,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Jérôme, 1st June, 1899. 2212

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marguerite Perron, wife common as to property of Louis Bourdeau, gentleman, of the village of Laprairie, duly authorized by a judge of the superior court, Plaintiff ;

and  
The said Louis Bourdeau, Defendant.  
An action for separation from bed and board has been intited this day, against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff  
Montreal, 14th June, 1899. 2232

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3164.

Dame Sarah Leventhan, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Pierce, of the same place, merchant, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
Charles Pierce, of the said city of Montreal, Defendant.  
An action in separation of property has been instituted by plaintiff against defendant.

S. W. JACOBS,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 2nd June, 1899. 2198

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 3089.  
 Dame Martha Bertha Whitman, épouse commune  
 en biens de Leo Lorenzo Thomas, de la paroisse  
 de la Présentation de la Sainte-Vierge, fermier,  
 dûment autorisée à ester en justice aux fins des  
 présentes, Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Leo Lorenzo Thomas, Défendeur.  
 La demanderesse a, ce jour, intenté une action  
 en séparation de biens contre son dit mari.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN  
 & HAGUE,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 29 mai 1899. 2213-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2116.  
 Dame Agnès *alias* Aggie Keegan, de la ville de  
 Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse  
 de Michael Griffin, journalier, du même lieu, due  
 ment autorisée par un juge de la cour supérieure, a,  
 ce jour, pris une action en séparation de corps et de  
 biens contre son mari.

BISAILLON & BROSSARD,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 27 mai 1899. 2159-4

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
 No. 528.  
 Dame Marguerite *alias* Maggie Laviolette, de  
 Saint-Eustache, dit district, épouse de Archibald  
*alias* Archie Stewart, cultivateur, du même lieu, a,  
 ce jour, institué une action en séparation de corps  
 et de biens contre son dit époux.

J. D. LEDUC  
 Avocat de la demanderesse.  
 Sainte-Scholastique, 29 mai 1899. 2111-5

Une assemblée générale des actionnaires de la  
 "The Hull Electric Company," sera tenue au  
 bureau principal de la compagnie, à Aylmer, Québec,  
 mercredi, le 5e jour de juillet 1899, à 2.30 P. M.,  
 pour l'élection des directeurs pour l'année suivante,  
 et pour la transaction d'autres affaires.

W. R. TAYLOR,  
 Secrétaire-trésorier.  
 Aylmer, Qué., 20 juin 1899. 2327-2

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No 3089.  
 Dame Martha Bertha Whitman, wife common as to  
 property of Leo Lorenzo Thomas, of the parish of  
 the Presentation of the Holy Virgin, farmer,  
 duly authorized to appear before the courts for  
 the purpose of these presents, Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Leo Lorenzo Thomas, Defendant.  
 The plaintiff has, this day, instituted an action  
 for separation as to property against her said  
 husband.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN  
 & HAGUE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 29th May, 1899. 2214

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2116.  
 Dame Agnès *alias* Aggie Keegan, of the town of  
 Saint Louis, in the district of Montreal, wife of  
 Michael Griffin, laborer, of the same place, duly  
 authorized by a judge of the superior court, has,  
 this day, taken an action as to bed and board from  
 her husband.

BISAILLON & BROSSARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 27th May, 1899. 2160

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 No. 528.  
 Mrs. Marguerite *alias* Maggie Laviolette, of  
 Saint-Eustache, said district, wife of Archibald  
*alias* Archie Stewart, farmer, of the same place has, this  
 day, instituted an action in separation from bed  
 board and property against her said husband.

J. D. LEDUC,  
 Plaintiff's attorney.  
 Sainte Scholastique, 29th May, 1899. 2112

A general meeting of the shareholders of The  
 Hull Electric Company, will be held at the head  
 office of the company, at Aylmer, Quebec, on  
 Wednesday, the 5th day of July, 1899, at 2.30 P. M.,  
 for the purpose of electing directors for the ensuing  
 year, and for the transaction of other business.

W. R. TAYLOR,  
 Secretary treasurer.  
 Aylmer, Que., 20th June, 1899. 2328

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Examens de juillet 1899.—July examinations, 1899.

Candidats pour admission à la pratique.—Candidates for admission to practice.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
Lesage	Jules S.	Plus de 21 ans.—Over 21 years	Québec.
Grenier	Louis Philippe	31 ans—years	do
Cabana	Charles C.	26 "	Sherbrooke.
Couillard	J. L. F. Antonio	24 "	Rimouski.
Chauveau	Charles A.	22 "	Quebec.
Cannon	Lawrence Arthur	22 "	do
Hudon	Joseph A.	24 "	do
Chapleau	Joseph Eugène	24 "	Hedleyville.
Bergeron	Robert	25 "	Québec.
Lapointe	J. A. Simon	26 "	Malbaie.
Tremblay	Joseph Arthur	25 "	Sweetsburg.

CHARLES DEGUISE,  
 Sec. B. Q.  
 2303 04-2

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION D'ARTHABASKA.—SECTION OF ARTHABASKA.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of law.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
Laliberté.....	Napoléon.....	23 ans—years	Warwick.
Gravel.....	Alphonse.....	24     "	Plessisville.

AUGUSTE NOEL,

Sec. B. Arthabaskaville.

Arthabaskaville, 15 juin—15th June, 1899.

2281-82-2

## BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.

Examens de juillet 1899.—July examinations, 1899.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice law.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Residence.
Carter.....	William F.....	25 ans—years	Cowansville, Quebec.

A. J. E. LEONARD,

Sec. du Barreau de Bedford—Sec. Bar of Bedford.

Sweetsburg, 17 juin—17th June, 1899.

2319-20-2

## BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit—Candidates for admission to practise law.

Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Residence.	College.
1 Bérard.....	Joseph B.....	29....	Montreal.....	Laval.
2 Bourbonnière.....	Fortunat.....	25....	do.....	do
3 Cinq Mars.....	Alfred.....	24....	do.....	do
4 Deguire.....	J. Alph.....	29....	do.....	do
5 DeLorimier.....	Raoul.....	21....	do.....	do
6 Descarries.....	Joseph N. F.....	23....	Notre-Dame de Grâce.....	McGill.
7 Drolet.....	Edmond B.....	23....	Montréal.....	
8 Ducharme.....	J. P. Léon.....	30....	Joliette.....	
9 Fortier.....	Hyacinthe A.....	23....	Saint-Hermas.....	Laval.
10 Gourre.....	Eugène.....	Plus de—Over 21....	Montreal.....	do
11 Grenier.....	Armand.....	do do 21....	do.....	do
12 Guérin.....	Léopold.....	27....	do.....	do
13 Honan.....	Cornelius.....	Plus de—Over 21....	do.....	McGill.
14 Hurteau.....	Moïse J. A.....	24....	do.....	Laval.
15 Landry.....	Louis-Joseph.....	25....	do.....	do
16 Lantier.....	Jean O.....	23....	do.....	do
17 Lapierre.....	Omer.....	24....	Saint-Théodore de Chertsey.....	do
18 McIver.....	William.....	Plus de—Over 21....	Melbourne, P. Q.....	McGill.
19 Marchand.....	Charles E.....	24....	Saint-Jérôme.....	Laval.
20 Mercier.....	Honoré.....	24....	Montréal.....	do
21 Mercier.....	Joseph A.....	24....	do.....	do
22 Millette.....	Napoléon A.....	Plus de—Over 21....	Saint-Aimé, Sorel.....	do
23 Mousseau.....	M. Joseph A.....	do do 21....	Montréal.....	do
24 Patenaude.....	Esioff.....	24....	Saint-Isidore.....	do
25 Pauzé.....	J. Xiste.....	Plus de—Over 21....	Montréal.....	
26 Pelland.....	Joseph Alf.....	do do 21....	do.....	do
27 Pruneau.....	Joseph A. N.....	22....	do.....	do
28 Rainville.....	Paul.....	Plus de—Over 21....	do.....	dc
29 Robitaille.....	Clément.....	26....	Saint-Sulpice.....	do
30 Saunders.....	Frank C.....	25....	Montréal.....	McGill.

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 No 333.

George E. Manson *et al.*, Demandeurs ;  
 vs.  
 Jean B. Forand, Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au dix-septième jour de juillet, 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,  
 J. J. GRIFFITH,

Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 28 juin 1899.

2381

Avis est par le présent donné que François Brière, commerçant, du township de Weedon, dans le district de Saint-François, a, ce 27ième jour de juin 1899, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François.

D. O. E. DENAULT,

Gardien provisoire.

Sherbrooke, 27 juin 1899.

2407

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }

Avis public est par le présent donné que T. T. Blais, marchand, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, a, le 24e jour de juin courant, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saint-François, conformément à la loi.

J. P. ROYER,

Comptable public.

Bureau : 87, rue Wellington,  
 Sherbrooke, 26 juin 1899.

2403

Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Adélar Tremblay, Chicoutimi,  
 Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17 juillet 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau

PARADIS & JOBIN,

Curateurs conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 29 juin, 1899.

2411

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Québec. }

Dans l'affaire de Robitaille, Frère & Cie, Québec,  
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 juin 1899, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,  
 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 29 juin 1899.

2409

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Saint-François. } *Superior Court.*  
 No. 333.

George E. Manson *et al.*, Plaintiffs ;  
 vs.  
 Jean B. Forand, Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the seventeenth day of July, 1899, after which date dividends will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,  
 J. J. GRIFFITH,

Joint curators.

Sherbrooke, 28th June, 1899.

2382

Notice is hereby given that François Brière, trader, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, has, on the 27th day of June, 1899, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Francis.

D. O. E. DENAULT,

Provisional guardian.

Sherbrooke, 27th June, 1899.

2408

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saint Francis. }

Notice is hereby given that T. T. Blais, merchant, of the city of Sherbrooke, in said district, has, on the 24th day of June instant, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis, according to law.

J. P. ROYER,

Public accountant.

Office : 87, Wellington street.

Sherbrooke, 26th June, 1899.

2404

Province of Quebec, }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court*

In the matter of Adélar Tremblay, Chicoutimi,  
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 17th July, 1899, after which date this dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,

Joint curators.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.

Quebec, 29th June, 1899.

2412

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Quebec. }

In the matter of Robitaille, Frère & Cie., Québec,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that by a virtue of an order of the court, dated 26th June, 1899, I have been appointed curator to the benefit of this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office of Paradis & Jobin,

44, Dalhousie street,

Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.

Quebec, 29th June, 1899.

2410

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **ARTHUR TURCOTTE**,  
Nos 36-43. } **A** Demandeur ; contre  
**PIERRE HERMENEGILDE PELLETIER**, Dé-  
fendeur ; et Pierre Herménégilde Pelletier, deman-  
deur en garantie ; contre Évangéliste Girouard,  
défendeur en garantie.

Comme appartenant au défendeur en garantie.  
Une terre faisant partie du lot de terre numéro dix-neuf, du huitième rang du canton de Warwick, contenant trois arpents de front sur la profondeur du lot ; bornée en front au septième rang, en profondeur au neuvième rang, d'un côté au nord-est à Joseph Gauthier, et de l'autre côté au sud-ouest à Onésime Tourigny—avec bâtisses dessus construites, maintenant connue au cadastre officiel du dit canton de Warwick, comme étant partie du numéro neuf cent sept (No. 907).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint Albert de Warwick, le **QUATRIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, P. L. O. MILOT,  
Arthabaskaville, 29 juin 1899. Député-Shérif. 2401  
[Première publication, 30 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure du district de Québec.*

Arthabaska, à savoir : } **JAMES GIBSON, SR.**,  
No. 2014. } **J** Demandeur ; contre  
**JOSEPH ARTHUR TURGEON**, es-qualité de  
tuteur à Anne-Marie, enfant mineure de Joseph  
Edmond Turgeon, Défendeur.

Un emplacement de forme irrégulière situé dans le sixième rang du canton de Somerset Nord, connu e désigné sous les numéros cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, deux cent treize, deux cent quatorze et deux cent quinze (194, 195, 213, 214 et 215), du cadastre pour le dit canton de Somerset Nord ; borné en front partie à une route publique et partie aux terrains de P. Lapointe, M. Ryan et Geo. Savoie, en arrière au terrain de G. Couture, au nord à A. Leclerc, G. Couture et G. Savoie, et au sud à P. Lapointe et H. M. Price—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le **ONZIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P. L. O. MILOT,  
Arthabaskaville, 8 juin 1899. Shérif. 2205-2  
[Première publication, 10 juin 1899.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS.***Cour de Circuit—Comté de Brome.*

Provinces de Québec, } **EDWARD C. PERKINS**,  
District de Bedford. } **E** Demandeur ; contre les  
No 4032. } terres et tenements de M.  
**E. TOWNSEND**, Défendeur.

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***Superior Court—District of Arthabaska*

Arthabaska, to wit : } **ARTHUR TURCOTTE**,  
Nos. 36-43. } **A** Plaintiff ; against  
**PIERRE HERMENEGILDE PELLETIER**, De-  
fendant ; and Pierre Herménégilde Pelletier, plain-  
tiff in warranty ; against Évangéliste Girouard,  
defendant in warranty.

As belonging to the defendant in warranty :  
A piece of land forming part of the lot of land  
number nineteen, in the eighth range of the town-  
ship of Warwick, containing three arpents in front  
by the depth of the lot ; bounded in front to the  
seventh range, in depth to the ninth range, on one  
side north easterly to Joseph Gauthier, and on the  
other side south westerly to Onésime Tourigny—  
with the buildings thereon erected, now known on  
the official cadastre for the said township of War-  
wick, as being part of lot number nine hundred and  
seven (No. 907).

To be sold at the parochial church door of Saint  
Albert of Warwick, on the **FOURTH** day of  
**AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P. L. O. MILOT,  
Arthabaskaville, 29th June, 1899. Deputy Sheriff. 2402  
[First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court of the district of Québec.*

Arthabaska, to wit : } **JAMES GIBSON, SR.**,  
No. 2014. } **J** Plaintiff ; against  
**JOSEPH ARTHUR TURGEON**, es-qualité o-  
tutor to Anne Marie, minor child of Joseph Ed-  
mond Turgeon, Defendant.

An emplacement of irregular form situate in the  
sixth range of the township of North Somerset,  
known and distinguished under numbers one hun-  
dred and ninety-four, one hundred and ninety-five,  
two hundred and thirteen, two hundred and four-  
teen and two hundred and fifteen (194, 195, 213,  
214 and 215), of the cadastre for the said township  
of North Somerset ; bounded in front part by a  
public route and part by the grounds of P. Lapointe,  
M. Ryan and Geo. Savoie, in rear by the ground  
of G. Couture, northerly to A. Leclerc, G. Couture  
and G. Savoie, and southerly to P. Lapointe and  
H. M. Price—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte  
Julie of Somerset, on the **ELEVENTH** day of  
**JULY** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P. L. O. MILOT,  
Arthabaskaville, 8th June, 1899. Deputy Sheriff. 2206  
[First published, 10th June, 1899.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS.***Circuit Court—County of Brome.*

Province of Québec, } **EDWARD C. PERKINS**,  
District of Bedford. } **E** Plaintiff ; against the  
No. 4032. } lands and tenements of M.  
**E. TOWNSEND**, Defendant.

Ces morceaux de terre situés dans le canton de Bolton, comté de Brome et district de Bedford, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme étant :

1° Le lot de terre numéro six cent soixante et dix-neuf (679), formant partie du lot vingt-sept (27), dans le sixième rang, subdivision primitive, du dit canton.

2° Partie du lot de terre numéro six cent soixante et dix-huit (pt. 678), décrite comme suit : commençant au coin nord-est du dit lot six cent soixante et dix-neuf (679), et suivant la ligne de division entre les lots vingt-six et vingt-sept, dans le sixième rang, arpentage primitif, vers l'est jusqu'à un poteau six verges et treize pieds du côté ouest de l'étang ; de là sud dix-huit verges jusqu'au centre du marais wash-out (ainsi appelé), à un point cinquante pieds du côté est de l'écluse qui traverse le dit marais wash-out ; de là sud-ouest suivant le dit marais wash-out, jusqu'à la rivière ; de là ouest jusqu'au vieux chemin ; de là nord suivant le dit vieux chemin jusqu'au coin sud-ouest du dit lot six cent soixante et dix-neuf ; de là est suivant la ligne sud du dit lot en dernier lieu mentionné jusqu'au coin sud-est du dit lot six cent soixante et dix-neuf (679) ; de là suivant la ligne est du dit lot en dernier lieu mentionné jusqu'au point de départ, tels que les dits morceaux de terre se poursuivent et comportent.

Les dits morceaux de terre pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond, ainsi appelé, dans le comté de Brome et district de Bedford, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant midi.

CHAS. S. COTTON, Sherif.  
Bureau du Shérif, Sweetsburg, 26 juin 1899. 2391  
[Première publication, 30 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**  
*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } DAME MARIE SOPHIE  
District de Bedford. } HUDON, de la ville de  
No 6306. } Waterloo, dans le district de  
Bedford, veuve de feu Clovis Deragon, en son vivant gentilhomme et commerçant, du même lieu, en sa qualité de légataire universel et exécutrice testamentaire du dit feu Clovis Deragon, Demanderesse ; contre les terres et tenements de FELIX BEAUDRY, cultivateur, du canton de Shefford, dans le dit district, Défendeur.

Cette terre formant parties des lots 8 et 9, dans le quatrième rang des lots du canton de Shefford, dans le district de Bedford, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Shefford, sous les numéros huit cent treize (813) et huit cent quinze (815), contenant cinquante et un acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites et appartenances.

Pour être vendue en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON, Sherif.  
Bureau du Shérif, Sweetsburg, 5 juin 1899. 2161 2  
[Première publication, 10 juin 1899.]

**Ventes par le Shérif—Chicoutimi**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Those certain parcels of land being in the township of Bolton, county of Brome and district of Bedford, known and distinguished on the official plan and in the book of reference of said township as being :

1° The lot of land number six hundred and seventy-nine (679), forming part of lot twenty-seven (27), in the sixth range, primitive subdivision of said township.

2° Part of the lot of land number six hundred and seventy-eight (pt. 678), described as follows : beginning at the north east corner of said lot six hundred and seventy-nine (679), and following the division line between the lots twenty-six and twenty-seven, in the sixth range of the primitive survey, easterly to a post six rods and thirteen feet from the west side of the pond ; thence southerly eighteen rods to the centre of the wash-out (so called) at a point fifty feet from the east side of the dam which crosses the said wash-out ; thence south westerly following said wash-out to the river ; thence westerly to the old highway ; thence northerly following said old highway to the south west corner of said lot six hundred and seventy-nine ; thence easterly following the south line of said last mentioned lot to the south east corner of said lot six hundred and seventy-nine (679) ; thence following the east line of said last mentioned lot to the place of beginning, be the contents of said pieces of land what it may.

The said pieces of land to be sold *en bloc*, at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond, so called, in the county of Brome and district of Bedford, on the FIFTH day of AUGUST next, at the hour of NINE o'clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON, Sherif.  
Sheriff's Office, Sweetsburg, 26th June, 1899. 2392  
[First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**  
*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } DAME MARIE SOPHIE  
District of Bedford. } HUDON, of the town  
No. 6306. } of Waterloo, in the district  
of Bedford, widow of the late Clovis Deragon, in his lifetime gentleman and trader, of the same place, in her quality of universal legatee and testamentary executor of the said late Clovis Deragon, Plaintiff ; against the lands and tenements of FELIX BEAUDRY, farmer, of the township of Shefford, in the said district, Defendant.

That certain farm forming parts of lots 8 and 9, in the fourth range of lots of the township of Shefford, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of said township of Shefford, as number eight hundred and thirteen (813) and eight hundred and fifteen (815), containing fifty-one acres in superficies, more or less—with all improvements thereon and appurtenances thereto belonging.

To be sold *en bloc* as one farm, at the parish church door of Saint François Xavier de Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, on the THIRTEENTH day of JULY next, at the hour of NINE o'clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON, Sherif.  
Sheriff's Office, Sweetsburg, 5th June 1899. 2162  
[First published, 10th June, 1899.]

**Sheriff's Sales—Chicoutimi**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS CONTRE LE DEMANDEUR***Cour Supérieure—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **THOMAS PEDNEAULT**,  
 No 327. } de la cité de Montréal.  
 journalier, Demandeur; contre **WILLIAM**  
**PEDNEAUD**, de Jonquière, Défendeur.

Les droits de propriété, de possession, impenses, bâties et réclamations de Thomas Pedneault, le demandeur, sur les terrains désignés sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, sous les numéros trente-cinq A (No. 35A) et trente-six A (No 36 A), trente-cinq B et trente six B (Nos 35 B et 36 B), du premier rang du canton de Jonquière, contenant en totalité cent vingt-six acres en superficie—plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, le ONZIEME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,  
 Bureau du Shérif, Shérif.  
 Chicoutimi, 5 juin 1899. 2173-2  
 [Première publication, 10 juin 1899.]

**FIERI FACIAS AGAINST PLAINTIFF.***Superior Court—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **THOMAS PEDNEAULT**,  
 No. 327. } of the city of Montreal,  
 laborer, Plaintiff; vs **WILLIAM PEDNEAUD**,  
 of Jonquière, Defendant.

The rights of ownership, possession, improvements, buildings and clauses of Thomas Pedneault, the plaintiff, on the lots described on the official plan and booke of reference of the cadastre of the township of Jonquière, as numbers thirty-five A (No. 35 A), thirty-six A (No. 36 A), thirty-five B and thirty-six B (Nos. 35 B and 36 B), of the first range of the township of Jonquière, containing in all one hundred and twenty-six acres in area—more or less.

To be sold at the church door of the parish of Saint Dominique de Jonquière, on the ELEVENTH day of the month of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Chicoutimi, 5th June, 1899. 2174  
 [First published, 10th June, 1899.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE LONDONDERRY**  
 No 1446. } **IRON COMPANY (EN**  
**COMMANDITE)**, compagnie dûment constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **ALPHONSE CHARLEBOIS**, entrepreneur, de la cité de Québec, dans le district de Québec, maintenant des cité et district de Montréal, un des défendeurs, conjointement et solidairement avec **THE THREE RIVERS IRON WORKS COMPANY**, compagnie dûment constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et ses usines dans les cité et district des Trois-Rivières, et ayant un bureau dans les cité et district de Montréal, l'autre défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Alphonse Charlebois.

3° Un autre lot de terre situé dans la dite cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hochelega, formant partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716), et au livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de front sur soixante et dix de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Alphonse, en arrière par la propriété de Charles Turcot ou représentants d'un côté par une autre propriété du dit Alphonse Charlebois, et de l'autre côté par la propriété de la succession James Fitzgerald ou représentants—sans bâtieses.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
 Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
 Montréal, 28 juin 1899. 2397  
 [Première publication, 30 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JEAN CHRYSOSTOME**  
 No 1965. } **LANGELIER**, avocat,  
 de la cité et du district de Montréal, Demandeur;

**Sheriff's Sales—Montreal**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE LONDONDERRY**  
 No. 1446. } **IRON COMPANY**  
**(LIMITED)**, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and chief place of business in the city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **ALPHONSE CHARLEBOIS**, contractor, of the city of Quebec, in the district of Quebec, presently in the city and district of Montreal, one of the defendants, jointly and severally with **THE THREE RIVERS IRON WORKS COMPANY**, a body politic and incorporated duly incorporated and having its head office and works at the city and district of Three Rivers, and having an office in the city and district of Montreal, the other defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Alphonse Charlebois.

3. Another lot of land situate in the said city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hochelaga, forming a part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and containing thirty feet in front by seventy feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Alphonse street, in rear by the property of Charles Turcot or representatives, on one side by other property of the said Alphonse Charlebois, and on the other side by property belonging to the estate of James Fitzgerald or representatives—and without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
 Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Montréal, 28th June, 1899. 2398  
 [First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JEAN CHRYSOSTOME**  
 No. 1965. } **LANGELIER**, advocate,  
 of the city and district of Montreal, Plaintiff;

contre les terres et tenements de ALPHONSE CHARLEBOIS, de la cité et du district de Québec, et présentement des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant, situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelega, district de Montréal; borné en front par la rue Saint-Jacques, et d'un côté par la rue Saint-Alphonse, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent vingt-deux.

2° Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelega, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées, contenant cinquante pieds de front par quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent dix-sept; la dite partie ainsi saisie est bornée en front par la rue Saint-Paul, en arrière par le lot numéro mille six cent quinze des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté par le lot numéro mille six cent seize des susdits plan et livre de renvoi officiels.

3° Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelega, district de Montréal—sans bâtisses; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille sept cent cinquante-quatre, avec droit de passage à perpétuité en commun avec un nommé Louis Ducharme ou représentants dans un passage ou une ruelle qui se trouve entre la propriété du dit Louis Ducharme ou représentants et le lot en dernier lieu décrit pour communiquer avec le dit lot.

4° Un lot de terre situé dans la cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hochelega, formant partie du morceau de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro (1716), mille sept cent seize, contenant vingt-quatre pieds de front, quarante-deux pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise; borné en front par la rue Saint-Jacques, ci-devant appelée rue Saint-Joseph, en arrière, par le lot de terre ci-après décrit, d'un côté par une autre partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716), la propriété de Joseph Charlebois ou représentants, et de l'autre côté par la rue Saint-Alphonse—avec une maison en briques et autres bâtisses sus-érigées.

5° Un autre lot de terre situé dans la dite cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hochelega, formant partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716), et au livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de front sur soixante et dix pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la dite rue Saint-Alphonse, en arrière par la propriété de Charles Turcot ou représentants, d'un côté, au nord-est, partie par le lot de terre ci-dessus décrit et partie par la propriété du dit Joseph Charlebois ou représentants, et de l'autre côté, par la propriété du dit Charlebois—avec une maison en briques et autres bâtisses sus-érigées.

6° Un autre lot de terre situé dans la dite cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hochelega, formant partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716), et au livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de front sur soixante et dix de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Alphonse, en arrière par la propriété de Charles Turcot ou représentants, d'un côté par une autre propriété du dit Alphonse Charlebois, et de l'autre côté par la propriété de la succession James Fitzgerald ou représentants—sans bâtisses.

against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, of the city and district of Quebec, presently of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A vacant lot of land situated in the city of Saint Henri, county of Hochelega, district of Montreal; bounded in front by Saint James street, and on one side by Saint Alphonse street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and twenty-two.

2. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelega, district of Montreal—with the buildings thereon erected, containing fifty feet in front by forty-two feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and seventeen; the said part so seized is bounded in front by Saint Paul street, in rear by lot number one thousand six hundred and fifteen of the said official plan and book of reference, on one side by Saint Antoine street, and on the other side by lot number one thousand six hundred and sixteen of the said official plan and book of reference.

3. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelega, district of Montreal—without buildings; bounded in front by Saint James street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand seven hundred and fifty-four, with right of passage forever in common with one Louis Ducharme or representatives in a passage or lane which is between the property of the said Louis Ducharme or representatives and the lot lastly described to communicate with the said lot.

4. A lot of land situate in the city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hochelega, forming a part of the piece of land known on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, by the number (1716), one thousand seven hundred and sixteen, containing twenty-four feet in front, forty-two feet in breadth by a depth of eighty feet, english measure; bounded in front by Saint James street, heretofore called Saint Joseph street, in rear, by the lot of land hereinafter described, on one side by another part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), the property of Joseph Charlebois or representatives, and on the other side by Saint Alphonse street—with the brick dwelling house and outhouses thereon erected.

5. Another lot of land situate in the said city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hochelega, forming a part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing thirty feet in front by seventy feet in depth, more or less; and bounded in front by said Saint Alphonse street, in rear by the property of Charles Turcot or representatives, on one side to the north-east, partly by the lot of land hereinbefore fully described and partly by the property of said Joseph Charlebois or representatives, and on the other side by the property of the said Charlebois—with the brick dwelling house and outhouses thereon erected.

6. Another lot of land situate in the said city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hochelega, forming a part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and containing thirty feet in front by seventy feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Alphonse street, in rear by the property of Charles Turcot or representatives, on one side by other property of the said Alphonse Charlebois, and on the other side by property belonging to the estate of James Fitzgerald or representatives—and without buildings.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 28 juin 1899. 2399  
[Première publication, 30 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **UBALDE GARAND ET**  
No 872. } **TANCREDE D. TER-**  
**ROUX**, tous deux banquiers, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires comme tels, en société, sous les nom et raison de Garand, Terroux & Cie, Demandeurs; contre les terres et tenements de ALPHONSE CHARLEBOIS, entrepreneur, de la cité et du district de Québec, l'un des défendeurs conjointement et solidairement avec JOSEPH O. C. MIGNAULT, ingénieur civil, de la dite cité de Montréal, l'autre défendeur.

Saisie comme appartenant au dit Alphonse Charlebois, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, connue et désignée comme lot numéro quatre cent soixante et trois (463), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil; bornée au nord-ouest par les numéros quatre cent soixante et quatre, quatre cent soixante et cinq et quatre cent soixante et sept (464, 465 et 467), au sud-est par les numéros quatre cent soixante et six, quatre cent soixante et deux, quinze cent quatre-vingt-trois et quinze cent quatre-vingt-quatre (466, 462, 1583 et 1584), au nord-est par les numéros quatre cent soixante et quatre et quatre cent soixante et six (464 et 466), et par la rivière Ottawa, au sud-ouest par les numéros quinze cent quatre-vingt-trois, quinze cent quatre-vingt-quatre, seize cent quatre-vingt-treize et seize cent quatre-vingt-quinze (1583, 1584, 1693 et 1695), des dits plans, ayant une superficie totale d'environ cent quatre-vingt-treize arpents—et avec les bâtisses dessus construites.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et cinq (465), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil; borné au nord-ouest par une rue, au sud-est par le lot numéro quatre cent soixante et trois (463), au nord-est par le chemin public, et au sud-ouest par le lot numéro quatre cent soixante et quatre, des même plan et livre de renvoi officiels, ayant une superficie totale d'environ quatre-vingt-seize perches et vingt-deux pieds—et avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et six (466), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil; borné au nord-ouest et au sud-ouest par le lot numéro quatre cent soixante et trois (463), des même plan et livre de renvoi officiels, au nord-est par le chemin public, et au sud-est par une rue, ayant une superficie d'environ un arpent, vingt-neuf perches et cent dix pieds—et avec les bâtisses dessus construites.

4° Un autre lot de terre sis et situé à Valoisville, en la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire; borné en front par le chemin public, connu et désigné comme subdivision onze (11), du lot numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire—avec les bâtisses dessus construites.

5. Une terre sise et située au même lieu de Valoisville, composée des lots connus et désignés comme subdivisions treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, quarante-sept, quarante-

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of AUGUST next, at TWO o'clock of the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 28th June, 1899. 2400  
[First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **UBALDE GARAND AND**  
No. 872. } **TANCREDE D. TER-**  
**ROUX**, both bankers of the city and district of Montreal, doing business there as such in partnerships under the name and firm of Garand, Terroux and Co., Plaintiffs; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city and district of Quebec, one of the defendants jointly and severally with JOSEPH O. C. MIGNAULT, civil engineer, of the said city of Montreal, the other defendant.

The following immoveables seized as belonging to the said Alphonse Charlebois, one of the said defendants, to wit :

1. A lot of land situate being in the parish of Saint-Michel de Vaudreuil, known and designated as lot number four hundred and sixty three (No. 463), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Michel de Vaudreuil; bounded on the north west by the numbers four hundred and sixty-four, four hundred and sixty-five and four hundred and sixty-seven (464, 465 and 467), on the south east by the numbers four hundred and sixty-six, four hundred and sixty-two, fifteen hundred and eighty-three and fifteen hundred and eighty-four (466, 462, 1583 and 1584), on the north east by the numbers four hundred and sixty-four and four hundred and sixty-six (464 and 466), and by the Ottawa river, on the south west by the numbers fifteen hundred and eighty-three, fifteen hundred and eighty-four, sixteen hundred and ninety-three and sixteen hundred and ninety-five (1583, 1584, 1693 and 1695), of the said plans, having a total superficies of about one hundred and ninety-three arpents—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate and being at the same place, known and designated under the number four hundred and sixty-five (465), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Michel de Vaudreuil; bounded on the north west by a street, on the south east by lot number four hundred and sixty-three (463), on the north east by the public highway, and on the south west by lot number four hundred and sixty-four (464), of the same official plan and book of reference, having a total superficies of about ninety-six perches and twenty-two feet — and with buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate and being at the same place, known and designated as number four hundred and sixty-six (466), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Michel de Vaudreuil; bounded on the north west and south west by lot number four hundred and sixty-three (463), on the same official plan and book of reference, on the north east by the public road, and on the south east by a street, having a superficies of about one arpent, twenty-nine perches and one hundred and ten feet — and with the buildings thereon erected.

4. Another lot of land situate and being at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire; bounded in front by the public road, known and designated as subdivision eleven (11), of lot number fifty seven (57), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire—with the buildings thereon erected.

5. A lot of land situate and being at the same place, Valoisville, consisting of the lots known and designated as subdivisions thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four,

huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante et douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze et soixante-seize (13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 et 76), du lot numéro cinquante-sept (57), et les subdivisions (F), (h et i) du dit lot numéro cinquante-sept (57), et une partie non subdivisée du dit lot numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, de trois arpents de front par toute la profondeur qu'il peut y avoir de la partie subdivisée du dit lot, en arrière des subdivisions soixante, soixante et un, soixante-huit, soixante-neuf et soixante et onze (60, 61, 68, 69 et 76), du dit lot à aller au trait carré nord de la dite terre, et bornée la dite terre comme suit : en front par le fleuve Saint-Laurent ; au nord par les lots numéros cent sept et cent huit (107 et 108), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, au sud-ouest, partie par le lot numéro cinquante-six (56), et partie par la subdivision dix-neuf (19), du dit lot numéro cinquante-sept (57), des mêmes plan et livre de renvoi officiels, au nord-est, partie par la subdivision douze (12) du dit lot numéro cinquante-sept (57), partie par l'avenue Valois, et partie par le résidu du lot numéro cinquante-sept (57), des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites ; à distraire de la dite terre ce qui peut avoir été vendu au chemin de fer le Grand-Tronc et à la compagnie de chemin de fer Ontario et Québec.

Pour être vendus comme suit, savoir : Les paragraphes Nos. 1, 2 et 3, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; les paragraphes Nos. 4 et 5, en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 27 juin 1899. 2387  
[Première publication, 30 juin, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } CHARLES H. LETOUR-  
No. 350. } NEUX, de la paroisse de  
Notre-Dame de Grâces, district de Montréal, Deman-  
deur ; contre les terres et tenements de MAXIME  
ROY, de la cité de Saint-Henri, district de Mon-  
tréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la municipalité de Saint-Henri, dans la paroisse de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinquante-trois (53), de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro 1703, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Saint-Henri, de la paroisse de Montréal, faisant front sur le chemin de la Côte Saint-Paul, étant le coin nord-est de la rue projetée sous le nom de la rue Dagenais, formant une superficie de deux mille vingt-quatre pieds (2024), mesure anglaise—avec une maison en bois à deux étages et autres dépendances dessus construites.

2° Un autre lot de terre sis et situé en la municipalité de Saint-Henri, dans la paroisse de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-huit (88), de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept cent trois (1703), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Saint-Henri, de la paroisse de

forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five and seventy-six (13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 and 76), of lot number fifty-seven (57), and the subdivisions (F), (h and i), of the said lot number fifty-seven (57), and a non subdivided part of the said lot number fifty-seven (57), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, being three arpents in front by the whole of the depth there may be of the subdivided part of the said lot, in rear of the subdivisions sixty, sixty-one, sixty-eight, sixty-nine and seventy-six (60, 61, 68, 69 and 76), of the said lot to the north line of the said land, the said land being bounded as follows : in front by the river Saint Lawrence, on the north by lots numbers one hundred and seven and one hundred and eight (107 and 108), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, on the south west, partly by lot number fifty-six (56), and partly by subdivision nineteen (19), of the said lot number fifty-seven (57), of the same official plan and book of reference, on the north east, partly by subdivision twelve (12), on the said lot number fifty-seven (57), partly by Valois avenue, and partly by remainder of lot number fifty-seven (57), of the same official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire—with a house, a barn and other buildings thereon erected ; there shall be taken from such lot the portions sold to the Grand Trunk Railway Company and to the Ontario and Quebec Railway Company.

To be sold as follows, to wit : Paragraphs Nos. 1, 2 and 3, at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; paragraphs Nos. 4 and 5, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montréal, 27th June, 1899. 2388  
[First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } CHARLES H. LETOUR-  
No. 350. } NEUX, of the parish of  
Notre-Dame de Grâces, district of Montreal, Plain-  
tiff ; against the lands and tenements of MAXIME  
ROY, of the city of Saint Henri, district of Mon-  
tréal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the municipality of Saint Henri, in the parish of Montreal, known and designated as number fifty-three (53), of the official subdivision of the lot of land known and designated as number seventeen hundred and three (1703), on the official plan and book of reference of the municipality of Saint Henri, of the parish of Montreal, fronting on the Côte Saint Paul road, being the north east corner of the projected street to be called Dagenais, forming an area of two thousand and twenty-four (2024) feet, english measure—with a two storey wooden house and other dependencies thereon erected.

2. Another lot of land situate and being in the municipality of Saint Henri, in the parish of Montreal, known and designated as number eighty-eight (88), of the official subdivision of the lot of land known and designated as number seventeen hundred and three (1703), on the official plan and book of reference of the municipality of Saint

Montréal, faisant front sur le chemin de la Côte Saint-Paul, formant le coin sud-ouest de la rue projetée, sous le nom de la rue Dagenais, formant une superficie de dix-huit cent vingt-quatre pieds (1824), mesure anglaise—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 27 juin 1899. 2383  
[Première publication, 30 juin 1899.]

#### VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LEON PLOUSSARD, de la  
No 1853. } paroisse de Notre-Dame  
de Grâces, dans le district de Montréal, jardinier-  
marâcher, Demandeur ; contre les terres et tènements  
de ADAM TODD, des cité et district de  
Montréal, charretier, Défendeur ; E. Guérin, 1er  
adjudicataire, James Baxter, 2ème adjudicataire,  
Joseph L. Perron, 3ème adjudicataire, Joseph Eloi  
Gauthier, 4ème adjudicataire, J. A. C. Madore,  
5ème adjudicataire, et C. T. de Lanaudière, adju-  
dicataire défaillant.

Les terres et tènements mentionnés dans la cédule  
marquée A, annexé au bref.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-  
Laurent ; borné en front par le chemin de la Reine,  
autrement appelé Chemin de la Côte Vertu, connu  
et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-deux  
(182), des plan et livre de renvoi officiels de la dite  
paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-  
Cartier, contenant environ douze arpents en super-  
ficie, plus ou moins—et avec les bâtisses dessus  
construites.

Avis est par le présent donné que la vente de  
l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu  
lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le dix-  
septième jour de mars dernier (1899), aura lieu de  
nouveau en mon bureau, en la cité de Montréal, le  
VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain,  
à DEUX heures de l'après-midi, à la folle enchère  
du dit C. T. de Lanaudière.

Un dépôt de trois cent cinquante piastres sera re-  
quis de chaque enchérisseur lors de sa première  
enchère.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 27 juin 1899. 2385  
[Première publication, 30 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAVID H. HALSTEAD,  
No 385. } des cité et district de  
Montréal, teinturier, en sa qualité de tuteur dûment  
nommé à Dlle Mary Rydia Mulligan, Demandeur ;  
contre les terres et tènements de EDMOND GUE-  
RIN, avocat, des cité et district de Montréal, Dé-  
fendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-  
Anne, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-  
érigées et appartenances ; borné en front par la rue  
Saint-Maurice, d'un côté par la rue Dupré, connu  
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du  
dit quartier Sainte-Anne, comme lot numéro mille  
sept cent quatre-vingt-treize.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le QUATRIEME jour d'AOUT pro-  
chain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref  
rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 28 juin 1899. 2393  
[Première publication, 30 juin 1899.]

Henri, of the parish of Montreal, fronting on the  
Côte Saint Paul road, being the south west corner  
of the projected street to be called Dagenais, form-  
ing an area of eighteen hundred and twenty-four  
(1824) feet, english measure—without any build-  
ings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN  
o'clock in the forenoon. Said writ returnable  
according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 27th June, 1899. 2384  
[First published, 30th June, 1899.]

#### VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LEON PLOUSSARD, of  
No. 1853. } the parish of Notre  
Dame de Grâces, in the district of Montreal, kitchen-  
gardener (*jardinier marâcher*), Plaintiff ; against  
the lands and tenements of ADAM TODD, of the  
city and district of Montreal, carter, Defendant ;  
E. Guerin, 1st purchaser, James Baxter, 2nd  
purchaser, Joseph L. Perron, 3rd purchaser, Joseph  
Eloi Gauthier, 4th purchaser, J. A. C. Madore,  
5th purchaser, and C. T. de Lanaudière, purchaser  
in default.

The lands and tenements mentioned in the sche-  
dule marked A, to the writ annexed.

A lot of land situate and being in the parish of  
Saint Laurent ; bounded in front by the Queen's  
highway, otherwise called *Chemin de la Côte Vertu*,  
known and designated as number one hundred and  
eighty-two (182), of the official plan and book of  
reference of the said parish of Saint Laurent, in the  
county of Jacques Cartier, containing about twelve  
arpents in area, more or less—and with the build-  
ings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the  
immovable seized in the present suit, which took  
place in my office, in the city of Montreal, on the  
seventeenth day of March last (1899), will take  
place again in my office, in the city of Montreal, on  
the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at  
TWO of the clock in the afternoon, at the resale of  
the said C. T. de Lanaudière.

A deposit of three hundred and fifty dollars will  
be required from every bidder at his first bid.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 27th June, 1899. 2386  
[First published, 30th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAVID H. HALSTEAD, of  
No 385. } the city and district of  
Montreal, dyer, in his quality of tutor duly ap-  
pointed to Miss Mary Rydia Mulligan, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of Edmond Guerin,  
advocate, of the city and district of Montreal, De-  
fendant.

A lot of land situate in the Saint Ann's ward, of  
the city of Montreal—with the buildings thereon  
erected and appurtenances thereunto belonging ;  
bounded in front by Saint Maurice street, and on  
one side by Dupré street, known and designated on  
the official plan and in the book of reference of the  
said Saint Ann's ward, as lot number one thousand  
seven hundred and ninety-three.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the FOURTH day of AUGUST next, at ELE-  
VEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable  
according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 28th June, 1899. 2394  
[First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME SEPTIMA AN-**  
 No. 793. } **DERSON**, des cité et  
 district de Montréal, fille majeure usant de ses  
 droits, Demanderesse ; contre les terres et tènements  
 de **ALPHONSE CHARLEBOIS**, des cité et  
 district de Québec, maintenant des cité et district de  
 Montréal, Défendeur ; dans laquelle cause **Arthur Tail-**  
**lefer**, de la dite cité de Montréal, **Napoléon Taille-**  
**fer**, de la ville de Saint-Henri, dans le dit district,  
 étaient aussi défendeurs.

Saïsi comme appartenant au dit défendeur,  
**Alphonse Charlebois**, l'immeuble suivant, à sa-  
 voir :

Un lot de terre situé dans la cité de Saint-Henri,  
 comté d'Hochelaga, district de Montréal ; borné en  
 front par la rue Saint-Jacques,—avec une maison  
 en bois, étables, remises sus-érigées, connu et dési-  
 gné aux plan et livre de renvoi officiels de la mu-  
 nicipalité de la paroisse de Montréal, comme lot de  
 cadastre numéro mille sept cent quinze.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité  
 de Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT pro-  
 chain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref  
 rapportable suivant la loi.

**J. ARTHUR FRANCHERE,**

Bureau du shérif, Député Shérif.  
 Montréal, 28 juin 1899. 2395  
 [Première publication, 30 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **PIERRE DEMERS ET**  
 No. 1787. } **ARISTIDE DEMERS**,  
 marchands, de la cité de Montréal, et faisant affaires  
 ensemble et en société, sous la raison sociale de  
 "P. Demers & Fils," Demandeurs ; contre les  
 terres et tènements de **BENJAMIN BERTHE-**  
**LETTE**, voiturier, du village de Notre-Dame des  
 Neiges Ouest, district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain présentement connu et désigné  
 sous le numéro quatre-vingt-sept (87), sur le plan  
 et au livre de renvoi officiels du village incorporé  
 de la Côte des Neiges, de la contenance de qua-  
 rante et un pieds de largeur par cent cinquante-  
 huit pieds de profondeur, plus ou moins, sans  
 garantie de mesure ; borné en front par le chemin  
 de la Côte des Neiges—avec une maison en bois et  
 un hangar dessus érigés.

2° La moitié indivise d'un terrain connu et dési-  
 gné sous le numéro cent trois, sur le plan et au livre  
 de renvoi officiels du dit village de la Côte des  
 Neiges, de la contenance d'après le dit livre de ren-  
 voi de quatre-vingt-onze pieds de largeur sur  
 cent soixante et quatre pieds de profondeur,  
 mesure anglaise ; borné en front par le chemin  
 public de la Côte des Neiges—avec la moitié indivi-  
 vise d'une maison en bois, contenant logement et  
 boutique de voiturier, une écurie et un hangar à  
 voitures et à bois dessus érigés.

3° Et la moitié indivise d'un autre terrain ou  
 emplacement présentement connu et désigné sous  
 le lot officiel numéro cent quatre (104), aux plan et  
 livre de renvoi officiels du village de la Côte des  
 Neiges, de la contenance d'un demi arpent de front  
 sur neuf perches de profondeur, plus ou moins ;  
 tenant par devant au chemin du Roi—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de  
 Montréal, le TREIZIEME jour de JUILLET pro-  
 chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref  
 rapportable suivant la loi.

**J. ARTHUR FRANCHERE,**

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
 Montréal, 7 juin 1899. 2169-2  
 [Première publication, 10 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME SEPTIMA ANDER-**  
 No. 793. } **SON**, of the city and dis-  
 trict of Montreal, *fille majeure et usant de ses droits*,  
 Plaintiff ; against the lands and tenements of  
**ALPHONSE CHARLEBOIS**, of the city and dis-  
 trict of Quebec, presently of the city and district  
 of Montreal, Defendant, in which case **Arthur**  
**Taillefer**, of the said city of Montreal, **Napoléon**  
**Taillefer**, of the town of Saint Henry, in said dis-  
 trict, were also defendants.

Seized as belonging to the said defendant,  
**Alphonse Charlebois**, the following immovable,  
 to wit :

A lot of land situate in the city of Saint Henry,  
 county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded  
 in front by Saint James street, with a wooden  
 dwelling house, stables and sheds thereon erected,  
 known and designated on the official plan and in the  
 book of reference of the municipality of the parish  
 of Montreal, as cadastral lot number one thousand  
 seven hundred and fifteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
 on the THIRD day of AUGUST next, at TWO  
 o'clock of the afternoon. Said writ returnable  
 according to law.

**J. ARTHUR FRANCHÈRE,**

Sheriff Office, Deputy Sheriff.  
 Montreal, 28th June, 1899. 2396  
 [First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **PIERRE DEMERS AND**  
 No. 1787. } **ARISTIDE DEMERS**,  
 merchants, of the city of Montreal, and doing busi-  
 ness together and in partnership under the style  
 and firm of "P. Demers & Fils," Plaintiffs ; against  
 the lands and tenements of **BENJAMIN BER-**  
**THELETTE**, carriage-maker, of the village of  
 Notre Dame des Neiges West, district of Montreal,  
 Defendant.

1. A lot now known and described as number  
 eighty-seven (87), on the official plan and book of  
 reference of the incorporated village of Côte des  
 Neiges, containing forty-one feet in width by one  
 hundred and fifty-eight feet in depth, more or less,  
 without warranty of measurement ; bounded in  
 front by the Côte des Neiges road—with a wooden  
 house and a barn thereon erected.

2. The undivided half of a lot known and de-  
 scribed as number one hundred and three, on the  
 official plan and book of reference of the said village  
 of Côte des Neiges, containing by the said book of  
 reference ninety-one feet in width by one hundred  
 and sixty-four feet in depth, english measure ;  
 bounded in front by the public road of the Côte  
 des Neiges—with the undivided half of a wooden  
 house, containing a dwelling and carriage-maker's  
 workshop, a stable and shed for vehicles and wood  
 therein erected.

3. And the undivided half of another lot or piece  
 of land now known and described as number one  
 hundred and four (104), on the official plan and  
 book of reference of the village of Côte des Neiges,  
 containing one half arpent in front by nine perches  
 in depth, more or less ; bounded in front by the  
 King's road—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
 on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN  
 o'clock in the forenoon. Said writ returnable ac-  
 cording to law.

**J. ARTHUR FRANCHERE,**

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Montreal, 7th June, 1899. 2170  
 [First published, 10th June, 1899.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PIERRE DEMERS**, marchand, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **NARCISSE PATENAUDE**, forgeron, de la paroisse de Saint-Isidore, dit district, Défendeur.

Deux emplacements sis et situés dans la paroisse de Saint-Isidore, concession sud-est de Saint-Régis ; bornés en front par le chemin public, ne faisant qu'une seule exploitation, et étant connus et désignés sous le numéro deux cent soixante et quatre (No 264), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Laprairie—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Isidore, le **TREIZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 6 juin 1899. Député-Shérif, 2167-2  
[Première publication, 10 juin 1899.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PIERRE DEMERS**, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **NARCISSE PATENAUDE**, blacksmith, of the parish of Saint-Isidore, said district, defendant.

Two lots situate and being in the parish of Saint-Isidore, concession south east of Saint Regis ; bounded in front by the public road, forming only one and the same plot, and being known and designated as number two hundred and sixty-four (No. 264), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Isidore, in the county of Laprairie—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Isidore, on the **THIRTEENTH** day of **JULY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montreal, 6th June, 1899. Deputy Sheriff, 2168  
[First published, 10th June, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC**, No 2046. } **LOUIS GUAY**, des cité et district de Québec, facteur, à savoir :

1° Le lot No 1192 (onze cent quatre-vingt-douze), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-Hélène.

2° Le lot No 1193 (onze cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-Hélène. Les dits deux lots pour être vendus en bloc et sujets à une rente foncière de trois piastres et soixante et treize centins, payable à la Communauté des Religieuses de l'Hôtel Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **QUATRIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 29 juin 1899. Député-Shérif, 2417  
[Première publication, 30 juin 1899.]

## Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. } **DAME ANGELIQUE MICHAUD**, épouse séparée de biens d'Alfred Caron, de la paroisse communément appelée Saint-Gabriel, dans le comté de Rimouski, cultivateur, et le dit Alfred Caron, pour assister et autoriser sa dite épouse, Demanderesse ;

## Sheriff's Sales—Québec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ; No 2046. } **LOUIS GUAY**, of the city and district of Québec, letter-carrier, to wit :

1. Lot No 1192 (eleven hundred and ninety-two), of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Sainte Hélène street.

2. Lot No. 1193 (eleven hundred and ninety-three), of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Sainte Hélène street. The said two lots to be sold *en bloc* and subject to a ground rent of three dollars and seventy-three cents, payable to the community of Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, on the 29th June, every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, the **FOURTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 29th June, 1899. Deputy Sheriff, 2418  
[First published, 30th June, 1899.]

## Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Rimouski. } **DAME ANGELIQUE MICHAUD**, wife separated as to property of Alfred Caron, of the parish commonly called Saint Gabriel, in the county of Rimouski, farmer, and the said Alfred Caron, to assist and authorize his said wife, Plaintiff ; against

contre DAME MARIE DUBÉ, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Louis Philippe Pelletier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, et le dit Louis Philippe Pelletier, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, le dit Louis Philippe Pelletier et la dite Marie Dubé, tant personnellement que comme tuteurs-conjoints à Marie Marguerite Alphonsine Michaud, enfant mineur né du mariage de la dite Marie Dubé et de feu Joseph Michaud, et autres Défendeurs.

Saisi sur les dits Louis Philippe Pelletier et Marie Dubé en leur qualité de tuteurs-conjoints à la dite mineur, Marie Marguerite Alphonsine Michaud, savoir :

1° La nue propriété de la moitié indivise d'une terre située au rang A, du canton Cabot, de deux arpents et cinq perches de front sur trente arpents de profondeur, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Octave de Métis, étant le lot No 14 A, et partie ouest du numéro quinze (No 14 A et P. O. 15).

2° La nue propriété de la moitié indivise d'une autre terre sise et située au Grand Remou, dans la dite paroisse de St-Octave de Métis, en la seigneurie Lepage et Thivierge, d'environ vingt-cinq arpents en superficie, étant le résidu ; bornée d'un côté à Paul Michaud, à aller au chemin public, de l'autre côté à André Bérubé, à l'ouest à la Rivière Métis, et de l'autre côté à Alfred Michaud—sans bâtisse, et cette partie de terre ou résidu étant connue et désignée au plan cadastral pour la dite et même paroisse comme faisant partie du numéro ou lot numéro un.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Octave de Métis, le DOUZIEME jour de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-neuf, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Rimouski, 25 mai 1899. 2151-2  
[Première publication, 10 juin 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 2481. } DAME MARIE DUBÉ, épouse séparée quand aux biens de Louis Philippe Pelletier, cultivateur, par contrat de mariage, et le dit Louis Philippe Pelletier, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse à ester en justice, tous deux du même lieu. Demanderesse ; contre JEAN BAPTISTE MICHAUD ET ALFRED MICHAUD, tous deux cultivateurs, du même lieu, Défendeurs, et les dits Défendeurs saisissants contre la dite Demanderesse pour leurs frais de défense à l'action, savoir :

1° Les treize vingt-deuxième de l'usufruit d'une terre située au rang A, du canton Cabot, de deux arpents et cinq perches de front sur trente arpents de profondeur, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Octave de Métis, sous le lot numéro 14 A, et partie ouest du numéro quinze (No 14 A, et P. O. No 15).

2° Les treize vingt-deuxième de l'usufruit d'une autre terre sise et située au Grand Remou, dans la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, en la seigneurie Lepage et Thivierge, d'environ vingt-cinq arpents en superficie, étant le résidu ; bornée d'un côté à Paul Michaud, à aller au chemin public, de l'autre côté à André Bérubé, à l'ouest à la Rivière Métis, et de l'autre côté à Alfred Michaud—sans bâtisse, et cette partie de terre ou résidu étant connu et désigné au plan cadastral pour la dite et même paroisse comme faisant partie du numéro ou lot numéro un.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Octave de Métis, le DOUZIEME

DAME MARIE DUBÉ, wife separated as to property by marriage contract of Louis Philippe Pelletier, farmer, of the parish of Saint Octave de Métis, and the said Louis Philippe Pelletier, as well personally as a party herunto to assist and authorize his said wife, and the said Louis Philippe Pelletier and the said Marie Dubé, as well personally as in their quality of joint tutors to Marie Marguerite Alphonsine Michaud, a minor child issue of the marriage of the said Marie Dubé and of the late Joseph Michaud, and others defendants.

Seized on the said Louis Philippe Pelletier and Marie Dubé, in their quality of joint tutors to the said minor Marie Marguerite Alphonsine Michaud, to wit :

1. The sole ownership (*nue propriété*) of the undivided half of a land situate in the range A, of the township Cabot, of two arpents and five perches in front by thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Octave de Métis, as lot No. 14 A, and the west part of number fifteen (No. 14 A and W. P. No. 15).

2. The sole ownership (*nue propriété*) of the undivided half of another land situate and being at the Grand Remou, in the said parish of Saint Octave de Métis, in the seigniorie Lepage and Thivierge, of about twenty-five arpents in area, being the residue ; bounded on one side by Paul Michaud, going to the public road, on the other side by André Bérubé, on the west by the river Métis, and on the other side by Alfred Michaud—without any buildings, and this piece of land or residue being known and designated on the cadastral plan for the said and same parish as forming part of lot number one.

To be sold at the church door of the parish of Saint Octave de Métis, on the TWELFTH day of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Rimouski, 25th May, 1899. 2152  
[First published, 10th June, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 2481. } DAME MARIE DUBÉ, wife separated as to property by marriage contract of Louis Philippe Pelletier, farmer, of the parish of Saint Octave de Métis, and the said Louis Philippe Pelletier, of the parish of Saint Octave de Métis, a party herunto to assist and authorize his said wife to sue, both of the same place, Plaintiff ; against JEAN BAPTISTE MICHAUD AND ALFRED MICHAUD, both farmers, of the same place, Defendants, and the said defendants seizing against the plaintiff for costs of defence to the suit, to wit :

1. The thirteen twenty-secondths of the usufruct of a land situate in the range A, of the township Cabot, of two arpents and five perches in front by thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Octave de Métis, as lot number 14 A, and the west part of number fifteen (No. 14 A and W. P. No. 15).

2. The thirteen twenty-secondths of the usufruct of another land situate and being at the Grand Remou, in the said parish of Saint Octave de Métis, in the seigniorie Lepage and Thivierge, of about twenty-five arpents in area, being the residue ; bounded on one side by Paul Michaud, going to the public road, on the other side by André Bérubé, on the west by the river Métis, and on the other side by Alfred Michaud—without any buildings, and this piece of land or residue being known and designated on the cadastral plan for the said and same parish as forming part of lot number one.

To be sold at the church door of the parish of Saint Octave de Métis, on the TWELFTH day of

jour de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif,  
Rimouski, 25 mai 1899.  
[Première publication, 10 juin 1899.]

ALF. MARTIN,  
Député Shérif.  
2153-2

### Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } JOSEPH PARÉ, de  
No 74. } la cité de Sherbrooke,  
dans le district de Saint-François, cultivateur, Dem-  
demandeur ; contre les terres et tenements de CALIXTE  
MENIN dit CHAMPAGNE, ci-devant  
du canton de Stoke, et maintenant absent de la  
province de Québec, et résidant aux États-Unis  
d'Amérique, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de  
Stoke, dans le district de Saint-François, connu et  
désigné comme étant les soixante et dix-sept acres  
sud-est du lot numéro huit, dans le premier rang du  
dit canton de Stoke ; borné d'un bout par la  
rivière Saint-François, et à l'autre bout par les  
terres du deuxième rang, d'un côté par la terre de  
Damase Bourassa, et de l'autre côté, partie par un  
terrain appartenant à Théodore Chevallier, et partie  
par la terre de Modeste Dubois—avec les bâtisses  
dessus construites et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de Sainte-Praxède de Brompton, le ON-  
ZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures  
de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 7 juin 1899.  
[Première publication, 10 juin 1899.]

JOHN McINTOSH,  
Shérif.  
2177-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } DAME MARY ELI-  
No 60. } ZABETH KYLE,  
du canton de Orford, dans le district de Saint-Fran-  
çois, veuve de feu William Addie, en son vivant de  
Orford susdit, cultivateur, maintenant décédé, et  
GEORGE ADDIE, de la cité de Sherbrooke, dans le  
district de Saint-François, arpenteur-provincial, en  
leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoint de  
dit feu William Addie, Demandeurs ; contre les  
terres et tenements de GEORGE SEVERANCE,  
du village de Lennoxville, dans le district de Saint-  
François ; CHARLES SEVERANCE, de Saint-  
Johnsbury, dans l'Etat du Vermont, un des États-  
Unis d'Amérique ; PROCTOR SEVERANCE,  
de Lunenburg, dans l'Etat du Vermont ; ISA-  
BELLA SEVERANCE, épouse de Watson Byrd,  
de Amherst, dans l'Etat de New Hampshire, un des  
États-Unis d'Amérique, dûment autorisée à ester  
en justice par son dit mari, et le dit Watson Byrd,  
dans le but de telle autorisation, Défendeurs, à  
savoir :

Un morceau de terre situé dans le village de  
Lennoxville, dans le district de Saint-François,  
connu comme étant toute cette partie du lot numéro  
cent soixante et trois (No 163), sur le plan du  
cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village  
de Lennoxville, contenant deux acres et quatre-  
dixièmes, et décrit dans le procès-verbal d'arpen-  
tage d'icelui fait par James Addie, arpenteur-pro-  
vincial, le trentième jour de mai dix-huit cent qua-  
tre-vingt-neuf, comme suit, à savoir : commençant

JULY, one thousand eight hundred and ninety-  
nine, at TEN of the clock in the forenoon. Said  
writ returnable according to law.

Sheriff's Office,  
Rimouski, 25th May, 1899.  
[First published, 10th June, 1899.]

ALFRED MARTIN,  
Deputy Sheriff.

### Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } JOSEPH PARÉ, of the  
No. 74. } city of Sherbrooke, in  
the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of CALIXTE  
MENIN dit CHAMPAGNE, formerly of the  
township of Stoke, and now absent from the province  
of Quebec, and residing in the United States of  
America, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Stoke,  
in the district of Saint Francis, known and desig-  
nated as being the south east seventy-seven acres  
of lot number eight, in the first range of the said  
township of Stoke ; bounded at one end by the  
river Saint Francis, at the other end by the lands  
of the second range, on one side by the land of  
Damase Bourassa, and on the other side partly  
by a lot belonging to Théodore Chevallier, and  
partly by the land of Modeste Dubois—with the  
buildings and improvements thereon erected and  
made.

To be sold at the church door of the parish of  
Sainte Praxède de Brompton, on the ELEVENTH  
day of JULY next, at TEN of the clock in the  
forenoon.

Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 7th June, 1899.  
[First published, 10th June, 1899.]

JOHN McINTOSH,  
Sheriff.  
2178

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } DAME MARY ELIZA-  
No. 60. } BETH KYLE, of the  
township of Orford, in the district of Saint Francis,  
widow of the late William Addie, in his lifetime of  
Orford aforesaid, farmer, now deceased, and  
GEORGE ADDIE, of the city of Sherbrooke, in the  
district of Saint Francis, provincial land sur-  
veyor, in their quality as joint testamentary execu-  
tors of the said late William Addie, Plaintiffs ;  
against the lands and tenements of GEORGE  
SEVERANCE, of the village of Lennoxville, in the  
district of Saint Francis ; CHARLES SEVE-  
RANCE, of Saint Johnsbury, in the State of Ver-  
mont, one of the United States of America ;  
PROCTOR SEVERANCE, of Lunenburg, in said  
state of Vermont ; ISABELLA SEVERANCE,  
wife of Watson Byrd, of Amherst, in the State of  
New Hampshire, one of the United States of Ame-  
rica, by her said husband duly authorized to ester  
en justice, and the said Watson Byrd, for the purposes  
of such authorization, Defendants, to wit :

A piece of land situate in the village of Lennox-  
ville, in the district of Saint Francis, known as  
being all that part of lot number one hundred and  
sixty-three (No. 163), on the official cadastral plan  
and book of reference for the said village of Len-  
noxville, containing two acres and four tenths of an  
acre, and described in the *procès-verbal* of survey  
thereof made by James Addie, provincial land  
surveyor, on the thirtieth of May, eighteen hundred  
and eighty-nine, as follows, to wit : beginning at

au poteau du coin sud-est d'une partie du dit lot ci-devant arpenté et borné par le dit James Addie, par procès-verbal en date du 6e jour de mai 1879, et maintenant occupé par Charles Carter ; de là, le long de la ligne est de la terre du dit Carter magnétiquement nord, treize degrés et quinze minutes est, cinq chaînes et quatre-vingt-quatre chaînons jusqu'au coin nord-est de la terre du dit Carter ; de là, le long du côté sud du chemin, sud, quatre-vingt-deux degrés et trente minutes est, trois chaînes et quatre-vingt-neuf chaînons, où un poteau de cèdre carré et pierre ont été plantés avec faïence ; de là, sud, huit degrés et trente minutes ouest, cinq chaînes et soixante dix-sept chaînons, où une borne semblable a été placée ; de là, nord, quatre-vingt-trois degrés et quarante minutes ouest, quatre chaînes et quarante-cinq chaînons jusqu'au point de départ—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lennoxville, dans le village de Lennoxville, le DOUZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 6 juin 1899. 2175-2  
[Première publication, 10 juin 1899.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté d'Argenteuil.

District de Terrebonne, } THOMAS OWENS  
Ste-Scholastique, à savoir : } ET AL., Deman-  
No. 1565. } deurs ; vs. PAUL  
LEVEILLE, Défendeur, savoir :

Un lot de terre situé dans le township de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, ci-devant connu comme étant le quartier ouest du lot numéro vingt (20), à présent connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Chatham, sous le numéro six cent vingt-deux (622)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Philippe, dit district, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 6 juin 1899. 2171-2  
[Première publication, 10 juin 1899.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : CHARLES JOSEPH  
No. 367. } MARCHILDON,  
Demandeur ; vs. JOSEPH TELLIER ET OPHIR  
TELLIER, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs conjoints :

1° Une terre située sur le premier rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-

the south east corner post of a part of said lot formerly surveyed and bounded by the said James Addie, by *procès-verbal* dated 6th May, 1879, and now occupied by Charles Carter ; thence, along the east line of said Carter's land magnetically north, thirteen degrees and fifteen minutes east, five chains and eighty-four links to the north east corner of said Carter's land ; thence, along the south side of the road, south, eighty-two degrees and thirty minutes east, three chains and eighty-nine links, where a square cedar post and stone were planted with delf ; thence, south, eight degrees and thirty minutes west, five chains and seventy-seven links, where a similar boundary was planted ; thence, north, eighty-three degrees and forty minutes west, four chains and forty-five links to the place of beginning—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Lennoxville, in the village of Lennoxville, on the TWELFTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 6th June, 1899. 2176  
[First published, 10th June, 1899.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Argenteuil.

District of Terrebonne, } THOMAS OWENS  
Ste-Scholastique, to wit : } ET AL., Plaintiffs ;  
No. 1565. } vs. PAUL LEVEILLE,  
Defendant, to wit :

A lot of land situate in the township of Chatham, county of Argenteuil, district of Terrebonne, formerly known as being the west quarter of lot number twenty (20), now known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Chatham, as number six hundred and twenty-two (622)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Philippe, said district, on the ELEVENTH day of JULY next, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte Scholastique, 6th June, 1899. 2172  
[First published, 10th June, 1899.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } CHARLES JOSEPH  
No. 367. } MARCHILDON,  
Plaintiff ; vs. JOSEPH TELLIER AND OPHIR  
TELLIER, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the joint and several defendants :

1. A land situate in the first range of the parish of Saint Pierre les Becquets, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les

Pierre les Becquets, par le numéro cent cinquante-neuf (159). A distraire de la dite terre les deux arpents latéraux et longitudinaux nord-est renfermés dans les bornes suivantes : tenant au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au cordon des terres du deuxième rang, au nord-est à un terrain appartenant à Charles St. Pierre ou ses représentants, et au sud-ouest au résidu du dit lot.

2° Une autre terre située au premier rang de la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, par le numéro cent soixante et un (161)—avec les bâtisses dessus construites.

3° Une autre terre située au premier rang de la paroisse de Gentilly, connue et désignée par les numéros deux (2) et trois (3)—avec les bâtisses dessus érigées ; les deux derniers numéros à la charge par l'acquéreur de garder avec lui Pierre Tellier, de le nourrir à sa table, lui même, de le chauffer, vêtir, loger et entretenir convenablement, suivant le testament de Prisque Tellier, passé le 17 septembre 1877.

Pour être vendues les immeubles en premier et second lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le TROISIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 27 juin 1899. 2389  
[Première publication, 30 juin 1899.]

Becquets, as number one hundred and fifty-nine (159). Reserving from the said land the lateral and longitudinal north east two arpents comprised within the following limits : bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the division line of the lands of the second range, on the north east by a land belonging to Charles St-Pierre or representatives, and on the south west by the residue of the said lot.

2. Another land situate in the first range of the parish of Saint Pierre les Becquets, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les Becquets, as number one hundred and sixty-one (161)—with the buildings thereon erected.

3. Another land situate in the first range of the parish of Gentilly, known and designated as numbers two (2) and three (3)—with the buildings thereon erected ; the last two numbers being subject to the charge upon the purchaser of keeping with him Pierre Tellier, feeding him at his own table, furnishing him fuel, clothing and lodging, and to keep him in a suitable manner, according to the will and testament of Prisque Tellier, made on the 17th of September, 1877.

To be sold as follows, to wit : the lots firstly and secondly described, at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the THIRD day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot thirdly described, at the church door of the parish of Gentilly, on the SAME DAY, at THREE of the clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers; 27th June, 1899. 2390  
[First published, 30th June, 1899.]

## Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6766.

*Wexford.*

Lot 31, du 8ième rang, à Frs. X. Legault.  
Adj. 6767.

*Doncaster.*

Lot 28, du 2ième rang, à Avila Coursolles.  
E. E. TACHÉ,  
Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Quebec, 29 juin 1899. 2419

No 2375.96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin courant (1899), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre de Vérone, comté de Missisquoi, les lots suivants, savoir : Nos 98 et 99 de la municipalité de Stanbridge Station, et les lots Nos 121, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 129, 130 et 131 de Notre-Dame des Anges, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Notre-Dame-des-Anges," comté de Missisquoi.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1899). 2415

## Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6766.

*Wexford.*

Lot 31, in the 8th range, to Frs. X. Legault.  
Adj. 6767.

*Doncaster.*

Lot 28, in the 2nd range, to Avila Coursolles.  
E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 29th June, 1899. 2420

No. 2375.96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June instant (1899), to detach from the school municipality of "Saint Pierre de Vérone," county of Missisquoi, the following lots, to wit: Nos 98 and 99 of the municipality of Stanbridge Station, and lots Nos. 121, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 129, 130 and 131 of Notre Dame des Anges, and annex them for school purposes, to the municipality of "Notre Dame des Anges", county of Missisquoi.

This annexation to take effect only on the first of July next, 1899. 2416

No. 875.99

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin courant (1899), d'ériger en municipalité scolaire distincte la nouvelle paroisse de "La Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie," dans les comtés de Nicolet et Yamaska, sous le même nom qu'elle porte comme paroisse, et avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 2 février dernier 1899.

No 899.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin courant (1899), d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord," comté de Wolfe, la nouvelle paroisse de ce nom, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 26 juillet dernier (1898).

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1899. 2413

## Ventes par le Shérif—Pontiac

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

District de Pontiac. } **THE WATEROUS**  
No 272. } **ENGINE WORKS**  
**COMPANY LTD.**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Brantford, Ontario, Demanderesse; contre **PHILIPPE BOUCHER ALIAS ONEZIME BOUCHER, EUSEBE BOUCHER ET NARCISSE BOUCHER**, de Ville Marie. Défendeurs, à savoir :

1° Tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur le lot numéro dix (No 10), dans le rang quatre, du canton de Guigues, dans le district de Pontiac.

2° Tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur le lot numéro douze, dans le rang six, du dit canton de Guigues, en la possession de Eusèbe Boucher.

3° Tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur le lot numéro douze, dans le rang cinq du dit canton, aussi tous les droits, réclamations, améliorations et bâtisses sur les lots numéros onze et quarante, dans le sixième rang du dit canton de Guigues, dans le district de Pontiac, en la possession de Narcisse Boucher—circonstances et appartenances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMOM McNALLY.

Bureau du Shérif,

Bryson, 16 juin 1899.

[Première publication, 30 juin 1899]

Shérif.

2305

No 875.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a new school municipality.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June instant (1899), to erect into a distinct school municipality the new parish of "La Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie", in the counties of Nicolet and Yamaska, by the name it bears as parish, and with the same limits which are assigned to it by the proclamation of the 2nd of February last, 1899.

No. 899-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a new school municipality.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June instant (1899), to erect into a distinct school municipality, by the name of "Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord," county of Wolfe, the new parish of that name, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 26th of July last (1898).

This erection to take effect on the first of July next, 1899. 2414

## Sheriff's Sales—Pontiac

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

District of Pontiac. } **THE WATEROUS**  
No. 272. } **ENGINE WORKS**  
**COMPANY LTD.**, a body politic and corporate having its principal place of business at Brantford, Ontario, Plaintiffs; against **PHILIPPE BOUCHER ALIAS ONEZIME BOUCHER, EUSEBE BOUCHER AND NARCISSE BOUCHER**, of Ville-Marie, Defendant, to wit :

1. All the rights, claims, improvements and buildings on lot number ten (No. 10), in range four, of the township of Guigues, in the district of Pontiac.

2. All the rights, claims, improvements and buildings on lot number twelve, in range six, of the said township of Guigues, in the possession of Eusèbe Boucher.

3. All the rights, claims, improvements and buildings on lot number twelve, in range five, of the said township, also all the rights, claims, improvements and buildings on lots number eleven and forty in the sixth range of the said township of Guigues, in the district of Pontiac, in the possession of Narcisse Boucher—with all and every the numbers and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office in the village of Bryson, on the THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office,

Bryson, 16th June, 1899.

[First published, 30th June, 1899.]

Sheriff.

2306

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 26*

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :— Divers lots de Saint-Pierre de Veronne à N. D. des Anges, 1311.
- ANNONCEURS :— *Avis aux* :— Concernant avis, etc., 1287.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES :— The Hull Electric Coy, 1296.
- BILLES PRIVÉS, P. Q. :— *Avis au sujet des* :— Assemblée législative, 1290 ; Conseil législatif, 1288.
- EXAMENS :— *Admission à la pratique du droit* :— Barreau de :— Arthabaska, 1297 ; Bedford, 1297 ; Montréal, 1296 ; Québec, 1297.
- FAILLIS :— Blais, 1298 ; Brière, 1298 ; Forand, 1298 ; Robitaille, Frère & Cie, 1298 ; Tremblay, 1298.
- LETRES PATENTES, DEMANDES DE :— La Compagnie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 1294 ; La Cie d'aqueduc de Fraserville, 1292 ; La Cie de Pulpe de Jonquière, 1292 ; Laprairie Brick Coy, 1293 ; The Sterilized Milk Supply Coy, 1293.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'ériger en :— Fort Coulonge, 1288.
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ÉRIGÉES :— La Visitation de la B. V. Marie, 1312 ; Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord, 1312.
- PROCLAMATIONS :— Convocation des Chambres *pro forma*, 1287.
- SÉPARATIONS DE BIENS :— Dmes Leventhan vs Pierce, 1295 ; Scott vs Brooks, 1295 ; Valade vs Parent, 1295 ; Whitman vs Thomas, 1296.
- SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :— Crevier vs Dme St-Denis, 1295 ; Dames Keegan vs Griffin, 1296 ; Laviolette vs Stewart, 1296 ; Perron vs Bourdeau, 1295.
- TERRES DE LA COURONNE :— *Avis de cancellation, etc.* :— Cantons Doncaster, 1311 ; Wexford, 1311.
- VENTES PAR LES SHERIFFS :
- ARTHABASKA :— Gibson vs Turgeon *ès-qual.*, 1299 ; Turcotte vs Pelletier, 1299.
- BEDFORD :— Hudon vs Beaudry, 1300 ; Perkins vs Townsend, 1299.
- CHICOUTIMI :— Pednault vs Pedneaud, 1301.
- MONTRÉAL :— Demers *et al* vs Berthelette, 1306 ; Demers vs Patenaude, 1307 ; Dme Anderson vs Charlebois, 1306 ; Garand *et al* vs Charlebois *et al*, 1303 ; Halstead vs Guerin, 1305 ; Langelier vs Charlebois, 1301 ; Letourneux vs Roy, 1304 ; Ploussard vs Todd, 1305 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1301.
- PONTIAC :— The Waterous Engine Works Coy vs Boucher *et al*, 1313.

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 26*

- MUNICIPALITY ANNEXED :— Several lots of Saint Pierre de Veronne to N. D. des Anges, 1311.
- ADVERTISERS :— *Notice to* :— Respecting notices, &c, 1287.
- GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS :— The Hull Electric Coy, 1296.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :— *Notices Respecting the* :— Legislative Assembly, 1290 ; Legislative Council, 1288.
- EXAMINATIONS :— *Admission to practice of law* :— Bar of :— Arthabaska, 1297 ; Bedford, 1297 ; Montréal, 1297 ; Québec, 1296.
- INSOLVENTS :— Blais, 1298 ; Brière, 1298 ; Forand, 1298 ; Robitaille, Frère & Cie, 1298 ; Tremblay, 1298.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :— La compagnie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 1294 ; La Cie d'aqueduc de Fraserville, 1292 ; La Cie de Pulpe de Jonquière, 1292 ; Laprairie Brick Coy, 1293 ; The Sterilized Milk Supply Coy, 1293.
- SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to erect in :— Fort Coulonge, 1288.
- SCHOOL MUNICIPALITIES ERECTED :— La Visitation de la B. V. Marie, 1312 ; Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord, 1312.
- PROCLAMATIONS :— Parliament convoked *pro forma*, 1287.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY :— Dmes Leventhan vs Pierce, 1295 ; Scott vs Brooks, 1295 ; Valade vs Parent, 1295 ; Whitman vs Thomas, 1296.
- SEPARATIONS FROM BED AND BOARD :— Crevier vs Dme St-Denis, 1295 ; Dames Keegan vs Griffin, 1296 ; Laviolette vs Stewart, 1296 ; Perron vs Bourdeau, 1295.
- CROWN LANDS :— *Notice of cancellation, etc.* :— Townships Doncaster, 1311 ; Wexford, 1311.
- SHERIFF'S SALES
- ARTHABASKA :— Gibson vs Turgeon *ès-qual.*, 1299 ; Turcotte vs Pelletier, 1299.
- BEDFORD :— Hudon vs Beaudry, 1300 ; Perkins vs Townsend, 1299.
- CHICOUTIMI :— Pednault vs Pedneaud, 1301.
- MONTREAL :— Demers *et al* vs Berthelette, 1306 ; Demers vs Patenaude, 1307 ; Dme Anderson vs Charlebois, 1306 ; Garand *et al* vs Charlebois *et al*, 1303 ; Halstead vs Guerin, 1305 ; Langelier vs Charlebois, 1301 ; Letourneux vs Roy, 1304 ; Ploussard vs Todd, 1305 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1301.
- PONTIAC :— The Waterous Engine Works Coy vs Boucher *et al*, 1313.

QUEBEC :—La cité de Québec vs Guay, 1307.

RIMOUSKI :—Dme Dubé vs Michaud *et al*, 1308 ;  
Dme Michaud vs Dme Dubé *et al*, 1307.

SAINT-FRANÇOIS :—Dme Kyle *et al* vs Severance  
*et al*, 1309 ; Paré vs Menin, 1309.

TERRÉBONNE :—Owens *et al* vs Léveillé, 1310.

TROIS-RIVIÈRES :—Marchildon vs Tellier *et al*,  
1310.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Guay, 1307.

RIMOUSKI :—Dme Dubé vs Michaud *et al*, 1308 ;  
Dme Michaud vs Dme Dubé *et al*, 1307.

SAINT FRANCIS :—Dme Kyle *et al* vs Severance  
*et al*, 1309 ; Paré vs Menin, 1309.

TERREBONNE :—Owens *et al* vs Léveillé, 1210.

THREE RIVERS :—Marchildon vs Tellier *et al*,  
1310.